



18-04-2012

La seule solution, c'est l'action

Les résultats de ce premier tour feront l'objet d'abondants commentaires qui tous, gommeront volontairement ce que devrait être un véritable changement... Pourquoi ?

Parce que les commentateurs savent qu'un changement de gardien ou de fondé de pouvoir n'a jamais signifié un changement de propriétaire. **Parce qu'ils savent tous que les propriétaires, ceux qui ont réellement la mainmise sur notre pays, ce sont les grands groupes capitalistes, ceux du CAC 40 en particulier, mais personne d'autre.**

Loin de nous l'idée de minimiser si peu que ce soit le rôle de Sarkozy, on a pu vérifier pendant 5 ans avec quel zèle il a assumé sa fonction de gérant du capital. Les cadeaux aux employeurs, les gros surtout, le recul de l'âge de la retraite, les coups portés contre les salaires et l'emploi, contre la Sécurité Sociale, contre l'enseignement... Tout ça c'est lui mais pour autant ne confondons pas le capitalisme et son gérant !

Ces capitalistes qui sont à la tête de notre pays se sont fixés une nouvelle feuille de route à mettre en œuvre dès la fin des élections. En France, les employeurs pourraient licencier leur personnel sans aucune entrave. Les conditions de travail, les salaires, toutes les garanties nationales collectives qui, jusque là, reposent sur le code du travail seraient supprimées. Les salaires seraient fixés entreprise par entreprise, même chose pour les horaires de travail. Le CDI (Contrat à durée Indéterminée) serait remplacé par un CDD (contrat à durée déterminée) qui permettrait un licenciement sans entrave. Ajoutons une nouvelle attaque d'envergure contre notre régime de Sécurité Sociale et notre système de santé. Même chose dans tous les pays européens.

C'est la feuille de route que les capitalistes suivront quel que soit le président élu.

Les preuves abondent, citons-en quelques unes : Le MEDEF a réuni son assemblée générale le 16 avril. Sa Présidente L. Parisot a tendu la main à Hollande : « Nous sommes dans les starting-blocks, pour travailler avec le prochain gouvernement quel qu'il soit » a-t-elle insisté à deux reprises. « Les deux grands candidats ont approché la question de la compétitivité, nous considérons que c'est une idée clef ». Hollande a proposé un coup de pouce au SMIC ? Parisot répond : « Ce qui m'intéresse c'est qu'il dit que cela fera l'objet d'une concertation, car un coup de pouce qui ne serait pas lié à la productivité ou à l'inflation pourrait provoquer une telle hausse de la masse salariale que ce serait un handicap ». Elle a même ajouté « que sur certains points elle se sent « plus proche de Hollande ».

Pour le quotidien financier « Les Echos » « il n'y a pas de différences majeures entre les propositions de Sarkozy et celles de Hollande... Nous ne pensons pas que

F. Hollande pourra faire tout ce qu'il a annoncé, il sera obligé de faire des compromis pour aller vers davantage d'austérité ».

Hollande y est allé aussi de son couplet, « C'est ma responsabilité de refuser la surenchère » a-t-il dit. Il propose dès Juillet, le vote d'une loi de programmation des finances publiques, on devine dans quel sens ! Il prévoit même un allègement du coût du travail par un nouveau transfert d'une partie de la contribution patronale vers l'impôt payé par les contribuables (CSG entre autre) mais, précise-t-il « en accord avec les partenaires sociaux ». Pour sa part Fabius affirme que le plafonnement des rémunérations patronales n'est pas praticable dans les entreprises privées «Elles sont libres de rémunérer les dirigeants comme elles l'entendent ».

Il faut combattre toutes ces opérations politiciennes qui n'ont comme but que d'assurer la continuité du capitalisme.

Comment stopper les attaques du capital ? La seule solution, c'est l'action dans tous les domaines, tous les secteurs. La seule solution c'est que le peuple, salariés en tête s'unisse pour lui barrer la route.

Dimanche 22 avril faites un vote de lutte, utilisez le bulletin que nous mettons à votre disposition ici sur notre site. Vous pouvez le reproduire.

« Le spectre d'un retour des plans sociaux plane sur l'après 6 mai »

C'est le titre de la page « spécial présidentielle » du journal « Les Echos », qui nous apprend que la direction de Peugeot attend les élections pour annoncer officiellement la fermeture de l'usine d'Aulnay – sous - Bois et qui prévoit que « Les prochains mois s'annoncent extrêmement tendus dans l'automobile et des restructurations sont aussi à craindre dans le raffinage, la téléphonie ou les secteurs du transport et de la logistique ».

Des suppressions d'emplois sont prévues dans la durée pour faire face aux pertes de productivité, estime F. Pillard, délégué général de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières).

« Les Echos pensent que si les plans sociaux devaient s'envoler, ils porteraient sur des grands groupes exposés à la concurrence internationale ».

° ° °

Ces exemples ne représentent qu'une petite partie de ce qui est prévu.

www.sitecommunistes.org